

GUIGNOL ILLUSTRÉ

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
Rue Simon-Maupin et rue de Lyon, 64

JOURNAL PATRIOTIQUE, PARAISSANT LE SAMEDI

BUREAUX DE VENTE

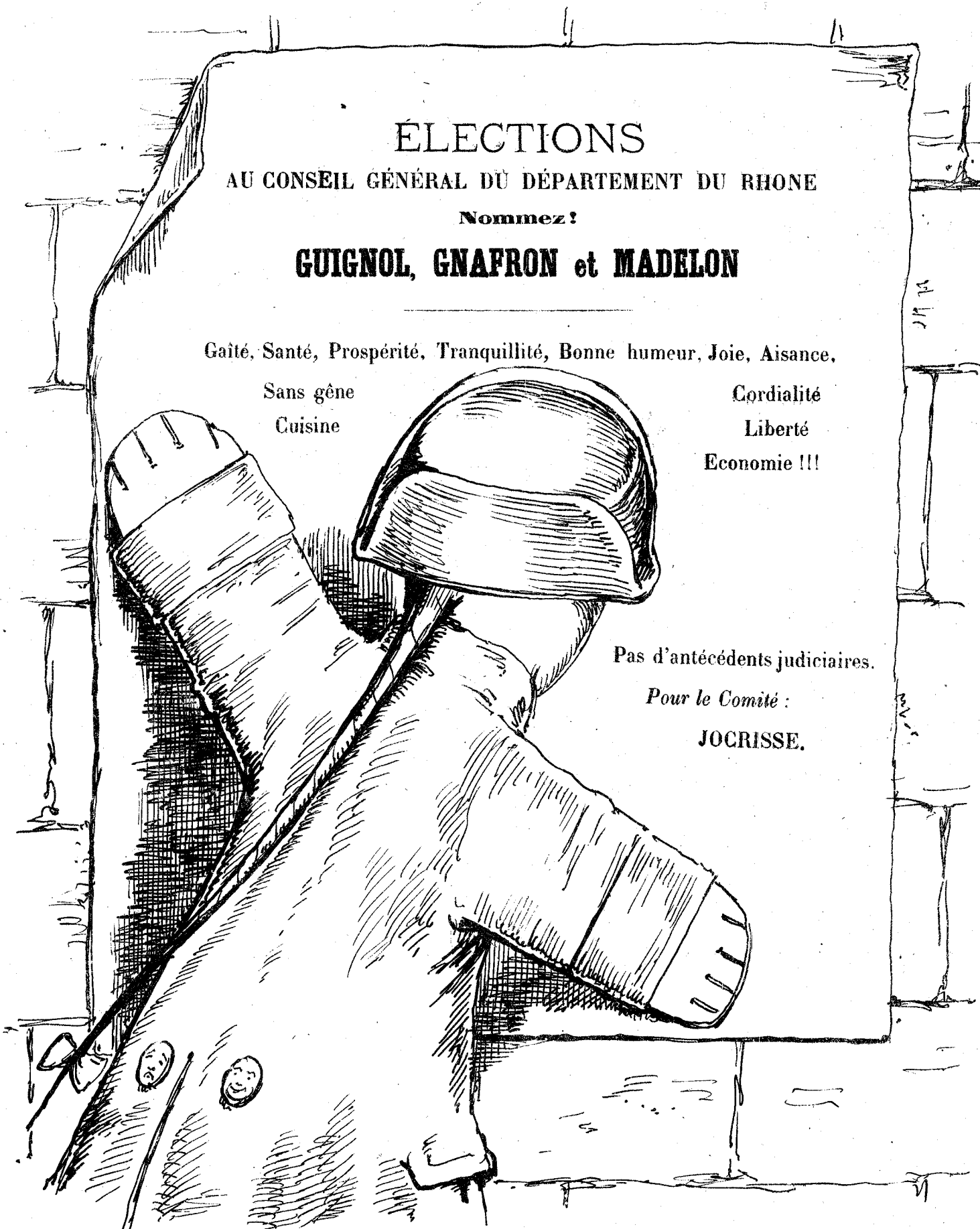
Rue Simon-Maupin et rue de Lyon, 64

ABONNEMENTS :
Trois mois : 2 fr. 50 c.

RÉDACTEUR EN CHEF : LÉGION.

Les manuscrits ne sont pas rendus.

CANDIDATURE GUIGNOL



C'est canant, les affiches : gn'a pas besoin de cautionnement pour y brasser de politique !

LE DÉPART DE GUIGNOL

Agueu! z'enfants, agueu! les gones, c'te fois je m'en envas. Gn'a plus mèche de vivre et de se faire de bosse dans ce pauvre Lyon, toutes les bonnes affaires s'en sont rallées : c'est les Anglais que lichent notre vin, c'est les Prussiens que ramient nos piastres, c'est les Russiens que gardent toutes leurs peaux de lapins pour faire tomber la chapellerie, et les Itayens n'ont percé le galandage de leur Chenil, comme y z'y appellent, pour nous ablager pire que paravant de vitriers, de marchands de *figoures*, de menguiants et de joueurs d'orgues de gargarisme. On a remonté les octrois, les allumettes vont coûter aussi cher que de picarlats, les z'harengs saurets seront si salés qu'on pourra pas en manger ce carême; faut être myonnaire pour manger de claquerets et on va mettre de z'impositions sus le papier, si tellement que tout le monde vont être feurcés de se..... moucher avé les doigts, ce qui fera un emmiellement général et qu'on pourra pas se sentir les uns les autres : Ça fera manquement de guerres z'inciviles et de z'émotions évolutionnaires.

Tout ça, ça me va pas ; j'aime pas le saccagement entremis mes repas, que ça vous fait aller sus de fausses indignations, avant que vote diner n'aye aeu le temps de passer. Y me faut à moi la tranquillité, la satisfaction du contentement, les joignements de l'amiquié, le bon fricot et le bon vin, enfin tout ça que vous remonte le tempérament et non ça que vous tormente le sanque, que vous envoie chiquer les salades par le trognon avant vote tour. Ben! pisque maintenant on parle rien que de se graffiner que ça fait devenir vilains garçons, de se prendre à tire-cheveux que ça vous fait la tête comme un genou, de se crever la basane que vous fait perdre l'appétit et le goût du pain! j'en suis plus, je m'en envas. Pis aussi, vela-t-y pas que la meman Justice me cherche chicane : g'na M'sieu le procureur du roi de la republique impériable que m'a fait venir l'aute jour dans son ateyer et que m'a fiché un ratichon soigné. Heureusement qu'y n'était rien qu'en veste; s'y n'avait aeu sa grande roupe et sa pendrille de vermine, ben sûr qu'y m'aurait coupé le cou, le gone. Y dit comme ça que je suis politique, moi, que suis à l'incontraire franc comme une pièce de vingt sous toute neuve. Y veut à toute force me faire abouler de piastres, 6,000 francs, rien que ça, nom d'un rat! 6,000 francs, mais nous ons jamais passé par la même porte ensemble. Six mille francs, si je les avais, M'sieu, que je lui dis, mais je ferais pas le commerce de journaliste, je salirais pas de jolies feuilles de papier toutes blanches, je raconterais pas de z'histoires au monde, je m'esquinterais pas le tempérament à maginer de blagues, je viendrais pas toutes les semaines gueuler après les filous et les emboimeurs; 6,000 francs, mais je commencerais ben par monter un ateyer avé deux Jacquard pour la Madelon et pis pour moi; au lieu de detrancanner de frimes, je tramerais de bon taffetas ou de satin reluisant comme de glaces pour habiller le monde, pour faire un mossieu d'un pillereau et pour faire paraître les canantes quate fois plus chenuses qu'elles sont; je verrais rien que de gros bargeois et de nergociants, au lieu de frequenter c'te racaille de journaliseurs, que sont rien que de feignants et de propres à rien. Finablement je serais un estimable canut, que contribuerait à la prospérité de la ville de Lyon, au lieu de faire ce sâle mequier de sergent de ville et d'agent de police que je mène depuis un an, pour vous garer de la canaille et des Prussiens; et que j'ai pas tant selement réussi à rien faire avé tout le tarabustement que je me sis donné.

Six mille francs, mais ça doit faire d'argent gros comme le grand dôme de l'Hôtel-Dieu, ben sûr. Six mille francs! mais combien que ça peut faire de yards? Six mille francs, mais gn'a ben de quoi me faire bâtir une maison sus le terrain des Hospices, aux Bretteaux, gn'a ben de quoi acheter une reguingote, un pantalon de bourakan, un chapeau en cornet de poêle, un gilet à fleurs et de souliers que quinchent, pis aussi une robe, un tartan et un bonnet floqueté, avé de brodequins pour la Madelon! Mais, mon pauvre M'sieu le procureur du roi de la republique impériable, que je lui dis, vous savez donc pas ce que ça vaut six mille francs; si je les avais, encore une fois, je voudrais vivre sans rien faire tout le restant de mes jours, je serais conseyer mulcipable, garde nationale, électeur pour de bon, général, empereur et le reste;

je mangerais rien que de brioche, de soupe de lait et de gigot, je licherai rien que de Condrieu et j'irai rendre ma pièce en carosse. Allez, si j'avais six mille francs, c'est pas pour vote frimousse que je me dérangerais! Là dessus vela le gone que me fiche poliment à la porte, j'ai ben vu que j'avais fait une gaffe et je suis rentré pour faire mes malles. Je vous quitte mes petits frangins, je me n'en vas, devinez où? Dans la lune, z'enfants, c'est le pays que m'a toujours fait envie par à cause que les regrattiers et les gapians ça leur z'y est défendu d'y aller.

J'ai été d'abord demander mon chemin à M. Jourdan, vous savez : un savant que sait tout et pis encore davantage. Y m'a dit qu'on pouvait pas aller à la lune par à cause du manque d'air, mais si par supposition gn'avait d'air jusque dès de là, on pourrait de fois que gn'a n'y arriver par le moyen de ces grandes gonfles, qu'y n'appelle des ballons. Moi, pas bête, j'ai tout de suite imaginé une rubrique, j'ai été tout de suite trouvé M. Luigni pour l'emmener avé tout son bastringue me faire d'air; mais y n'a pas pu venir par à cause qu'y n'a pris la place Bellecour en location et qui n'y joue de la musique tous les soirs. Figurez-vous si j'étais embarrassé, c'est pas que gn'en manque des gens qu'ont d'air; les imbeciles ont l'air d'avoir d'esprit, les filous se donnent l'air d'honnêtes gens, les pillereaux d'être riches, les capons d'être hardis, les borniclasses d'y voir clair. Mais moi, je voulais m'embarquer rien qu'avé de braves gens, heureusement que Gnafron n'a voulu m'accompagner; y n'a un coffre solide et y m'a promis que dès qui commencerait à plus y avoir d'air, y se chargeait de bouffer du vent de tous les côtés pour faire aller la machine jusqu'à ce qu'elle serait arrivée à la lune. C'est dimanche soir que nous partons, z'enfants, parce qu'elle est quasiment au plein maintenant, nous risquons pas de la manquer, la gaillarde. A-t-elle pas une bonne frimousse, je lui ferai mimi à la pincette pour vous.

Maintenant, z'enfants, vous tormentez pas trop cependant, dès que je serai arrivé je vous écrirai de colle-à-responsances et si je decapille quèque mécanique pour vous débarrasser des pillandrins que vous ablagent, je vous promets de vous en envoyer.

A la revoyance,

GUIGNOL.

L'Anti-Prussien.

On nous prie d'annoncer que désormais le journal *L'Anti-Prussien* paraîtra sous ce titre le *Châtiment*. Nous le faisons volontiers, mais nous croyons, à cette occasion, devoir faire quelques observations au sujet d'une publication qui ne nous paraît justifiable à aucun point de vue.

Quelques semaines après l'apparition de *L'Anti-Prussien*, des faits regrettables se sont produits dans notre ville; des insultes et des violences ont été commises contre des Allemands ou des gens supposés tels. Depuis quelque temps, ces excès ne font que s'accroître, on *inveit* les étrangers dans la rue, on casse les vitres de leurs magasins; il y a huit jours, une maison appartenant à un Allemand résidant à Lyon depuis plus de quarante ans, a été incendiée, non sans soupçon de malveillance, car on affirme que cet accident avait été précédé de tentatives criminelles répétées à cinq ou six reprises différentes.

Une publication qui produit de tels résultats matériels, ne saurait être approuvée sous quelque rapport que ce soit. Il importe, en effet, de le dire bien haut : ces procédés ne sont point dans l'esprit même de la population et ils ne peuvent résulter que d'excitations, auxquelles les masses cèdent si facilement. Il n'y a guère qu'à Lyon que de tels faits se soient produits, et l'on ne peut admettre qu'une population qui, par la nature même de ses occupations autant que par son caractère essentiellement sociable et paisible, soit dirigée par des principes si contraires aux intérêts de la civilisation. Il n'est pas de ville en France où le droit international soit plus respecté qu'à Lyon; c'est dans cette ville une question d'intérêt commercial, c'est aussi une tradition historique qui remonte à l'origine de la ville elle-même, dont la prospérité, dès le début, a toujours dépendu de l'affluence de l'étranger. C'est également une question de race, si on peut le dire, car notre population est, comme à Paris, un mélange de peuple divers où le sang allemand et italien tient la plus large place; c'est enfin une affaire de mœurs et de caractère, car le peuple lyonnais possède à un haut degré ces qualités de douceur et d'aménité qui sont une des faces les plus saillantes de l'esprit français. La France a été jusqu'à présent en Europe l'apôtre de la civilisation, de l'adoucissement des mœurs. Il serait inouï qu'elle devint maintenant, en plein XIX^e siècle, un exemple de brutalité et de sauvagerie.

Eh quoi! par une suite de causes faciles à expliquer, nous avons été vaincus sur les champs de bataille par un peuple voisin, que nous avons maladroitement provoqué, et nous irons nous venger lâchement sur des individus isolés, inoffensifs et souvent même sympathiques, de notre incapacité et de nos défaites. Non, ce n'est pas possible, et nous laisserons ces procédés aux peuplades barbares; nous n'irons pas, nous, Français, en 1871, imiter les Chinois, qui brûlent les factoreries européennes en haine de l'étranger et pour venger la déroute de leurs armées!

Il faut d'ailleurs considérer la question à un point de vue plus élevé et se rappeler ce mot : J'aime mieux ma famille que moi-même, mon pays que ma famille et l'humanité que mon pays. C'est là une maxime française, formulée il y a plus de deux siècles par un grand esprit, qui joignait la vertu au talent, le génie à la piété, la philosophie à la religion, le patriotisme à l'indépendance du caractère, un homme enfin qui fut à la fois un grand génie, un grand citoyen et un saint prélat. Qu'est-ce qu'en effet la guerre entre les peuples? Un terrible accident, une horrible maladie; accident inévitable, maladie quelquefois nécessaire, mais dont il faut s'efforcer d'adoucir les souffrances et de faire disparaître les traces. La guerre est le choc douloureux de deux nations, de deux politiques, de deux civilisations qui se heurtent parfois en parcourant l'orbite de leur marche sociale; c'est une loi fatale à laquelle il faut se soumettre et où chacun des citoyens de ces deux civilisations en conflit doivent apporter tous leurs efforts pour sauvegarder au moment de ces rencontres l'intégrité et l'indépendance de la nation à laquelle ils appartiennent, mais dans laquelle, comme homme, chacun doit aussi s'appliquer à sauvegarder également les intérêts plus graves encore de la civilisation et de la grande société humaine. Comme Français, luttons contre les tendances de la politique allemande, organisons nos armées contre ses armées, préparons la revendication d'un territoire dont la possession nous avait été garantie par des traités librement débattus et consentis, ménageons dans un avenir plus ou moins prochain le rapatriement d'une population qui s'était faite d'autant plus profondément française qu'elle différait de nous et de race et de langage. Tout cela est juste, nécessaire, nous dirons même plus, tout cela est une question de devoir pour chaque Français. Mais transformer ce sentiment honnête et patriotique en une haine brutale et sauvage contre des particuliers sous ce simple prétexte qu'ils sont gouvernés par les hommes politiques dont notre politique à nous est l'adversaire, c'est une action coupable et mauvaise, c'est vouloir faire reculer la civilisation de plusieurs siècles, c'est vouloir transformer le peuple le plus doux et le plus sociable de la terre en un ramassis de barbares complètement ignorants du droit des gens et des rapports internationaux.

Il y a plus encore : agir ainsi, c'est compromettre directement nos intérêts immédiats. Il importe essentiellement, en effet, que, dans le cas d'une nouvelle lutte armée, nous ayons le moins d'adversaires possibles et que ces adversaires ne soient pas forcés de nous considérer comme des ennemis systématiques et implacables. C'est par ce moyen seul que nous pourrions parvenir à ramener la victoire et, une fois victorieux, à pouvoir profiter des succès, car il ne faut pas s'y tromper, il y a des forces physiques comme aussi des forces morales contre lesquelles il est insensé de vouloir lutter et dont la fureur pas plus que l'héroïsme ne peuvent parvenir à triompher jamais. Il est dans le monde des lois fixes et immuables que la volonté humaine est impuissante à changer et dont il faut tenir compte, sous peine de voir les efforts les plus généreux, les calculs les plus habiles se transformer en désastres immenses et en catastrophes irréparables!

C'est sous ce point de vue que nous considérons l'œuvre tentée par *L'Anti-Prussien*, comme maladroite et blâmable, comme anti-sociale et anti-patriotique.

ALÉTHÈS.

M. Henri de Lagorce, du *Courrier de Lyon*, vient de publier un poème pétri de mauvais vers et de bonnes intentions dans lequel il fait sonner l'heure de la *Revanche* en 1875, à toutes les pendules françaises déportées en Allemagne pendant la campagne dernière.

M. Henri de Lagorce est décidément un homme comme on en voit peu. A ses qualités de poète, il joint des talents de tacticien de premier ordre; il distribue les commandements, assigne des postes à chaque général, et s'il ne se décerne pas le commandement en chef, c'est que sa modestie lui fait un devoir d'attendre qu'il lui soit offert. En résumé, comme bien vous le pensez, les Prussiens sont battus, Berlin est pris, toujours grâce au talent de M. de Lagorce, et la famille de l'Empereur de toutes les Allemagnes envoyée au baigne.

M. de Lagorce, chacun le sait, a fait la campagne

de 1870-71, et, certes, il faut reconnaître qu'il n'a pas perdu son temps, car en moins de six mois, il a approfondi les secrets les plus impénétrables de la stratégie, et combiné un plan digne d'attirer l'attention du ministre de la guerre. Tous les officiers devront connaître le plan de M. de Lagorce ; ce dernier, d'ailleurs, s'est donné la peine de l'écrire en vers dans la seule intention de le rendre plus facile à apprendre par cœur.

On ne saurait trop rendre justice au patriotisme de M. de Lagorce ; mais, qu'il réfléchisse un peu, qu'il relise son ouvrage, et il comprendra que ce n'est pas avec de la poésie, surtout avec une semblable poésie que nous nous préparerons à la revanche ; et nous avons bien peur que la lecture de ce poème ne retarde de dix ans la génération des familles dans lesquelles il pénétrera.

Il s'est trouvé en Alsace cinq magistrats assez incrustés à leurs fonctions pour oser prendre du service sous la domination allemande.

Voilà au moins des citoyens sans préjugés !

Ils feront assez croire à quelques-uns qu'ils ont conservé leurs postes pour mieux servir leur pays, et que leur dévouement seul les a poussés à se sacrifier.

Et il y a tant de moyens de servir son pays, et cette expression est si mal définie qu'il se trouvera, soyez-en sûr, pas mal de gens pour donner tête baissée dans le panneau et vouer à ces dignes fonctionnaires autant d'admiration qu'ils mériteraient de mépris.

Servir son pays !... Qu'est-ce en résumé ?

C'est prendre pour soi une bonne place, de gros appointements, etc... c'est proclamer la République, l'Empire, la Royauté ; c'est déclarer la guerre, c'est faire la paix.

Par tous ces moyens, on sert son pays et on le sert plus ou moins suivant que l'on émarge des émoluments plus ou moins importants.

Le soldat qui se fait tuer héroïquement sur un champ de bataille reste obscur et son nom est oublié pour jamais ; il n'a fait que son devoir, et il en a donné à la patrie pour ses deux sous par jour ; mais le général qui s'enivre de Champagne à dix kilomètres du lieu de combat, celui-là est un grand homme, car il est taxé à plusieurs mille francs par mois.

Enfin, en toutes les circonstances, le plus méritant est toujours le plus payé.

Le moyen d'avoir encore de patriotiques illusions.

Conclusion :

Le jour où un pays voudra être bien servi, qu'il ne paye plus ses serviteurs ; de cette façon, quand ceux-ci seront las de faire leur devoir, ils se retireront.

Si la France et l'Allemagne ne rémunéraient pas leurs fonctionnaires, on ne verrait pas de magistrats passer de l'une à l'autre et changer de patrie comme on change de banquier.

POPOL.

BIBLIOGRAPHIE.

Pendant la dernière guerre, nous n'avons pas été seulement humiliés dans notre prestige militaire, mais aussi dans notre honneur national. Être vaincu n'est pas une honte ; souvent même c'est une gloire, mais voir souiller un antique renom d'honneur et de loyauté, c'est pour une nation une tâche que l'on ne sait comment effacer. C'est malheureusement cependant ce qui s'est produit dans le cours des derniers événements : l'armée française, cette vieille école de l'honneur chevaleresque, a compté dans ses rangs des officiers qui ont violé leurs serments pour élever, sur les ruines de leur probité de soldat, l'édifice de leur fortune et de leur avenir. Rien de poignant à lire comme ces formules de serments donnés à l'ennemi et immédiatement violés ; rien de triste comme cette énumération, donnée par la *Semaine militaire* de Berlin, de tous ces noms français, accompagnés de désignations de grades, et en même temps de cette qualification révoltante, de parjures. Ce sont là des noms et des faits, que, dans la patrie de Bayard et de Jean II, on ne doit songer qu'à oublier.

Il est certainement, pour cette raison et pour bien d'autres, des personnalités que l'on devrait laisser dans l'ombre, et on a lieu de s'étonner grandement qu'il ait pu surgir dans la pensée de qui que ce soit, l'idée de publier un opuscule sous le titre de *Le général Cremer*. Demandez à un homme tant soit peu au courant des événements, ce que c'est que le général Cremer. Il vous répondra que ce n'est point un général, mais un officier subalterne du génie, qui signait à la fin d'octobre la promesse de ne pas servir contre les Allemands, exprès pour aller, quinze jours après, offrir son épée à Gambetta, et qui, plus tard, finissait sa campagne par cette comédie de chantage à la Commune de Paris, qui lui a valu de troquer ses étoiles de lieutenant-général contre les épaulettes de lieutenant-colonel.

Eh bien ! néanmoins, il s'est trouvé un écrivain qui a entrepris d'écrire l'apologie de ce général de rencontre. Il est vrai

que son courage semblerait plutôt une perpétuelle ironie qu'un panégyrique, car l'auteur s'élève à des hyperboles qui suffiraient pour ridiculiser à jamais un homme d'un mérite réel.

Les grossières et innombrables inexactitudes dont fourmille cet ouvrage, jettent, d'autre part, un discrédit complet sur ses dires et ses appréciations. Il semble que l'auteur ait pris à tâche de renverser complètement les rôles et d'outrager systématiquement la vérité. Les opérations militaires qui, à partir du 23 novembre 1870, sont narrées dans cet opuscule, sont exposées d'une manière complètement fautive. Ce ne sont plus des erreurs d'opinion, mais des erreurs de faits et de chiffres.

Nous laisserions volontiers l'auteur établir un parallèle ridicule entre Richelieu et Cremer, et citer avec aplomb l'autorité du commandant Koziel (!) mais on ne peut laisser passer sous silence des inexactitudes aussi exorbitantes que celles qui se rencontrent à chaque page dans la brochure anonyme. Dès les premières lignes, nous voulons dire, dès les premiers faits militaires mentionnés, nous trouvons, par exemple, que Nuits, au combat du 30 novembre, était défendu par 2000 Prussiens, et que Cremer les attaqua sans artillerie, tandis que l'ennemi comptait à peine un millier d'hommes, et que notre attaque fut soutenue par deux pièces de montagnes, établies sur le plateau et qui, au dire d'un témoin oculaire, causèrent une désagréable surprise à l'ennemi et contribuèrent puissamment à amener sa retraite.

Il porte à 800 hommes, tués ou blessés, et à 120 prisonniers, les pertes des Badois au combat de Châteauneuf, tandis qu'elles n'ont guère été que de la moitié, et que les 120 prisonniers se réduisent à 73, enlevés par la 2^e légion ; et cependant notre artillerie, dans ce combat, tira à elle seule 400 coups en cinq heures, autant que telle batterie de l'armée régulière, que nous pourrions citer, dans l'un des grands combats de l'été de 1870, c'est-à-dire pendant un espace de temps double ; il prétend que la 2^e légion ne se mit en marche qu'à 4 heures et demie au lieu de 3 heures, tandis que les 3.000 légionnaires sont là pour attester que la légion partit à 4 heures, tandis qu'aussi on connaît la lettre de Cremer qui écrivait au colonel de la 2^e légion : « Il faut partir à quatre heures. » Erreur inexcusable qui qualifie notre officier d'état-major. Il attribue à la 2^e légion l'insuccès et à la 4^e tous les succès de la journée, tandis qu'il n'y eut que cette 2^e légion qui ait opéré un mouvement offensif et qui ait poursuivi l'ennemi et que la 4^e, grâce à la poltronnerie du général Cremer, se tint constamment sur la défensive, se fit soutenir par 2.000 hommes de renfort contre une attaque de 800 Allemands et ne se hasarda même pas, au moment de leur retraite, à aller ramasser leurs morts et leurs blessés qu'ils purent ainsi enlever à quelques cents mètres et sous le feu de nos légionnaires immobilisés, c'est le cas de le dire, par leur général en chef.

A propos de l'affaire de Nuits du 18 décembre, l'officier d'état-major anonyme multiplie ses inexactitudes. Il évalue les forces badoises à 48 pièces de canons et à 24.000 hommes. En réalité, l'ennemi mit en ligne six batteries seulement, ce qui est déjà énorme, surtout contre notre artillerie qui ne se montait qu'à 18 pièces ; quant aux 24.000 hommes, ils n'ont existé que dans l'imagination de l'auteur. Les quatre brigades qui composaient tout l'armée de Werder, ne donnaient pas même ce chiffre ; or, l'une de ces brigades, celle de Goltz, était sous les murs de Langres ; deux autres régiments avaient été laissés à Dijon ; il ne restait donc que deux brigades pour combattre à Nuits, qui auraient donné au grand complet un total de 12.000 hommes, mais cet effectif avait été, comme on le doit comprendre, singulièrement réduit par les maladies et les combats. Les Badois ne mirent en ligne, au combat de Nuits, que 44 compagnies et, si l'on tient compte des pertes subies antérieurement, c'est tout au plus si l'on peut fixer à 8.000 hommes les forces réelles que nous eûmes à combattre. L'auteur n'est pas moins ridicule, lorsqu'il fait exécuter un mouvement sur notre aile droite par trois régiments de cavalerie et qu'il en fait détruire deux, qui, dit-il, ne reparurent plus à Dijon. Il aurait été difficile que deux régiments de cavalerie badois aient reparu à Dijon revenant du combat de Nuits, puisqu'il n'y eut que quatre escadrons d'engagés. Du reste, notre officier d'état-major se connaît peu en cavalerie et il prend invariablement les dragons badois pour des uhlands ; il prend même des chevaux pour des hommes. C'est ainsi qu'il parle d'une vingtaine de prisonniers faits dans la reconnaissance de Gevrey, tandis qu'il s'agit simplement de deux chevaux. L'auteur manque évidemment d'expérience, il se montre novice particulièrement à l'affectation puérile, avec laquelle il cite à tout propos les termes du métier. On y sent la vanité naïve du nouvel initié, qui veut faire croire à l'étendue de ses connaissances, comme ces officiers qui, tout fraîchement sortis de l'école, font étinceler l'or de leurs épaulettes. Nous avons renoncé de compter combien de fois l'auteur s'est servi des termes *défiler* et *défilement*. Un officier émérite se serait bien gardé dans un écrit de ce genre de se servir de telles expressions, que l'auteur d'ailleurs applique souvent d'une manière peu judicieuse. Ce sont là des moyens bons tout au plus à jeter, comme on dit vulgairement, de la poudre aux yeux des ignorants. Aussi croyons-nous que nos mobilisés de la 2^e légion n'ont pas à s'inquiéter des calomnies que l'auteur leur adresse, pas plus que ceux de la Gironde n'ont à se glorifier de l'éloge maladroît qu'il leur adresse pour s'être retirés du combat après avoir brûlé, par homme, 45 cartouches seulement. Nous ne nous arrêterons pas à poursuivre davantage la rectification des erreurs contenues dans cet opuscule, il n'en vaut certainement pas la peine. Ces grossières erreurs ne sauraient altérer la vérité de l'histoire, elles ne l'atteindront jamais, pas plus qu'elles ne pourront élever un piédestal à l'ex-général Cremer. La mémoire restera longtemps dans le souvenir des mobilisés du Rhône et des soldats des 32^e et 57^e de marche ; leur récit, à son sujet, ne varie pas. Tous, au nom seul de Cremer, vous raconteront comment il dirigeait le combat du 18 décembre en fumant des cigares dans les rues de Nuits ou trempant des biscuits dans un verre de vin ; tous vous parleront de ses deux célèbres officiers d'ordonnance, que son panégyriste a oublié de mentionner ; tous le désigneront d'un seul mot aussi militaire que caractéristique. Il paraîtra même beaucoup assez oiseux de notre part de nous être étendu si longuement sur un sujet d'un intérêt aussi peu important et sur un livre d'une valeur littéraire aussi faible. L'auteur, en effet, ne s'est pas montré meilleur écrivain qu'historien. Le style boursoufflé, guindé et naïf à la

fois atteste l'inexpérience mal déguisée sous une emphase de mauvais goût. Mais c'est bien tout ce que pouvait faire naître un thème semblable, tout est à la même hauteur dans ce livre : A burlesque héros, burlesque historien !

DU VERDIER.

MITRAILLEUSES

Depuis qu'il nous est interdit de parler politique, les traits que nous insérions autrefois sous cette rubrique, nous présentent une tâche aussi difficile qu'épineuse. S'il nous est interdit de satiriser les travers politiques de notre temps, que pourrions-nous critiquer, car tous les ridicules semblent aujourd'hui s'être donné rendez-vous sur le terrain politique ; avec quoi pourrions-nous intéresser nos lecteurs, puisque l'attention du public se reporte presque exclusivement sur les questions politiques ?

Par exemple, on nous avait demandé une définition du mot *conservateur*, et nous avions, à ce propos, écrit une monographie complète de ce genre de bêtise. Il nous devient aujourd'hui impossible de la répéter et nous en sommes réduits à la remplacer par l'allégorie suivante :

Un conservateur est un homme qui, lorsqu'il crache par terre, n'ose plus passer et attend que ça sèche.

Essayons donc de louvoyer le long de cette côte hérissée d'écueils et de hêler au loin les célébrités sans courir le risque de se laisser aborder par les puissants navires de l'Etat, qui les portent eux et leur fortune.

Nous espérons donc pouvoir publier les nouvelles suivantes qui ne touchent en rien à la politique, mais dont nous ne garantissons pas l'authenticité.

Le palais est en émoi : On y racontait que M. Millaud, à son retour de Versailles, avait fait l'achat d'une robe neuve. Cet excès de prodigalité donnait des inquiétudes aux confrères et amis de notre représentant.

Dernier renseignement :

M. Millaud ne s'est pas fait faire de robe neuve ; il a simplement fait dégraisser l'ancienne. On avait confondu le dégraisseur avec le tailleur. Au palais, l'émotion a cessé.

LÉGION.

AVIS. — Plusieurs de nos lecteurs réclament les 1^{er} et 2^e numéros du *Guignol*, épuisés et publiés au mois d'août de l'année dernière. Depuis les nouvelles prescriptions, nous hésitons à les publier de nouveau : nous craignons que M. le procureur de la République ne trouve de la politique là où M. le procureur impérial n'en avait point vu.

Correspondance.

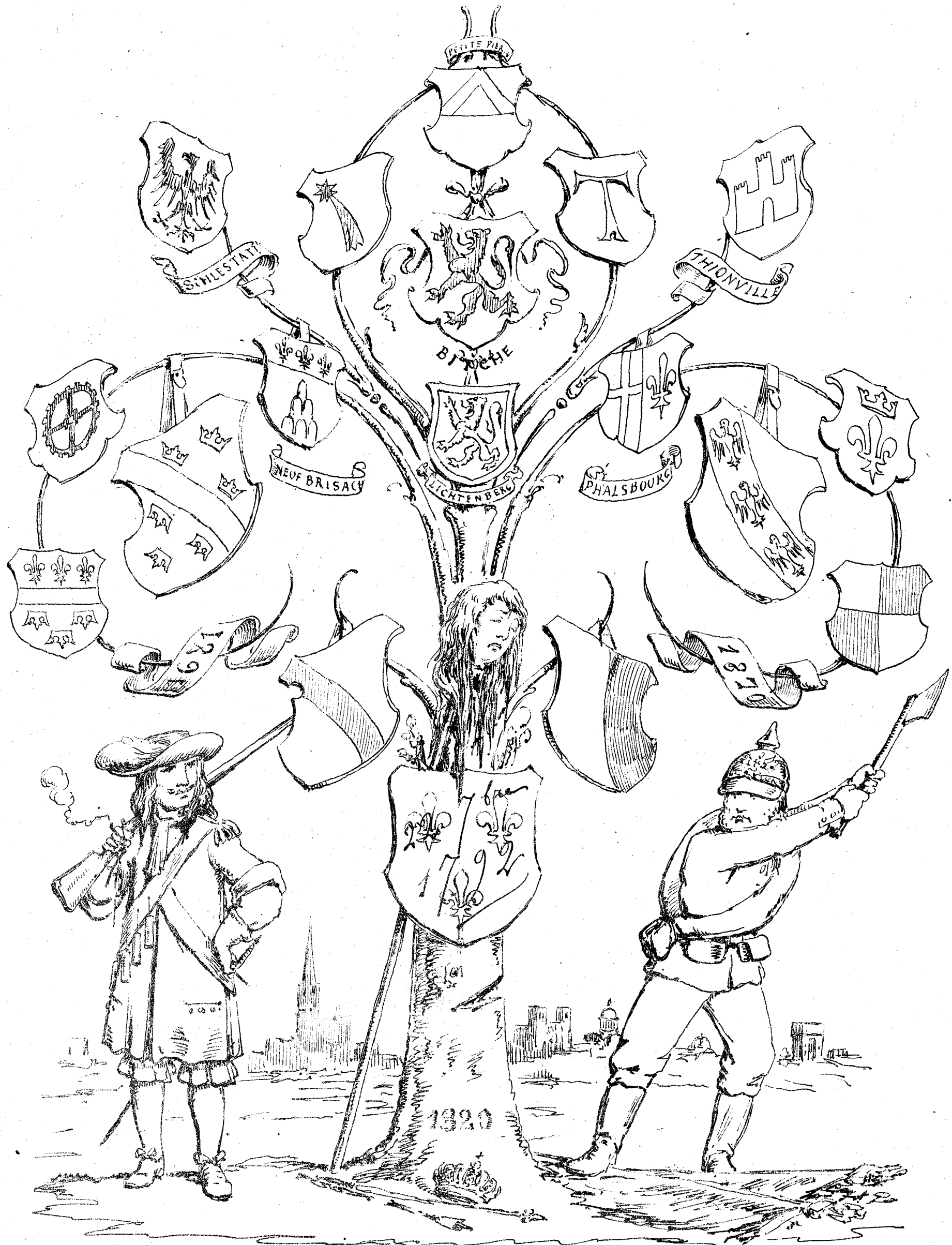
Le particulier. — Attention, petit, gn'a la memam Justice qu'a reniflé de politice dans la question aux racontages, ça l'a fait tant fait ternuer, la vieille, qu'elle nous a dit comme ça, qu'elle nous ferait de z'inquisiteurs si ça continue. Bousilles pas les canettes, frangin !

Le professeur Z. — M. le Procureur de la République a trouvé de la politique dans votre article. Nous ne pouvons donc l'insérer et pourtant ce n'est que de l'histoire, et de l'histoire bien ancienne. Vous seriez-vous jamais douté qu'en donnant chaque matin à vos élèves distraits votre leçon quotidienne, vous faites de la politique, absolument comme M. Jourdain faisait de la prose... sans le savoir.

M. M. à Bourges. — Il n'est guère possible de fournir cette interprétation chaque semaine, mais nous allons publier un de ces jours une table des matières du premier volume, dans laquelle sera indiquée l'interprétation de nos caricatures. Nous en ferons de même pour les années suivantes.

Le citoyen Noël. — Nous parlerons certainement de votre projet dans un article sur les principaux systèmes de navigation aérienne qui ont été proposés successivement même avant l'invention des aérostats. Quant au sujet principal de votre lettre, vous pouvez juger de notre embarras, quand vous saurez que tel de nos articles, où il était simplement question du gouvernement de l'ancienne République romaine, nous a été signalé officieusement comme n'étant pas absolument sans danger pour nous.

Le Gérant, VIBERT.



Les Anniversaires de Septembre.